ROYAUME DE BELGIQUE.

KONINKRIJK BELGIE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre des vacations, saisi par le Ministre de la Défense nationale, le 28 février 1991, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal "portant exécution de la loi du 11 juillet 1978 organisant les relations entre les autorités publiques et les syndicats du personnel militaire des forces terrestre, aérienne et navale et du service médical" et invité, le 5 août 1991, par le Ministre de la Défense nationale à lui communiquer cet avis dans un délai ne dépassant pas trois jours, a donné le 8 août 1991 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede vakantiekamer, op 28 februari 1991 door de Minister van Landsverdediging verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "tot uitvoering van de wet van 11 juli 1978 tot regeling van de betrekkingen tussen de overheid en de vakbonden van het militair personeel van de land-, de lucht- en de zeemacht en van de medische dienst", en op 5 augustus 1991, door de Minister van Landsverdediging van dat advies verzocht binnen een termijn van ten hoogste drie dagen, heeft op 8 augustus 1991 het volgend advies gegeven :

Préambule.

1. Le préambule devrait faire mention de l'accord du ministre du Budget avec sa date : 28 juin 1991.

2. Puisque l'arrêté en projet prévoit des règles d'agrément des organisations syndicales et abroge les articles 2 à 4 de l'arrêté royal du 5 janvier 1982 relatif à l'agrément des organisations syndicales du personnel militaire des forces terrestre, aérienne et navale et du service médical, qui avait le même objet, il convient de viser d'une part l'article 16, § 1er, de la loi du 14 janvier 1975 portant le règlement de discipline des forces armées, d'autre part l'arrêté royal du 5 janvier 1982 précité.

Dispositif.

Article 1er.

Au 3E, il est fait référence à l'article 1er, § 2, de la loi qui dispose :

"§ 2. Pour l'application des dispositions de la présente loi, les militaires cités au § 1er, 2E, sont dits "militaires des cadres actifs".

L'article 1er, § 1er, dispose :

"§ 1er. Sauf dispositions contraires, la présente loi est applicable :

1E a)aux miliciens ayant acquis la qualité de militaire, pendant qu'ils participent aux opérations de remise du contingent à l'autorité militaire;

b)aux militaires astreints à des périodes de services en vertu d'obligations légales, depuis le jour fixé pour l'appel ou le rappel sous les armes jusqu'à la veille du jour où ils sont placés en congé illimité, en disponibilité ou reversés dans la réserve de recrutement;

c)aux militaires de réserve effectuant des prestations de courte durée en vue de leur entraînement, pendant la durée de ces prestations;

2Eaux autres militaires, quelle que soit leur position statutaire".

Il convient donc de remplacer, au 3E, les mots "visés à l'article 1er, § 2" par les mots "au sens de l'article 1er, § 2".

Au 4E, pour respecter la terminologie utilisée par la loi du 11 juillet 1978, mieux vaudrait remplacer les mots "la demande d'un contrôle intermédiaire" par les mots "la demande d'un nouvel examen".

Au 5E, l'article 16, § 1er, de la loi du 14 janvier 1975 auquel se réfère cette disposition porte :

"§ 1er. Les militaires des cadres actifs des forces terrestre, aérienne et navale peuvent s'affilier, soit à des associations de personnel militaire reconnues, soit à des organisations syndicales reconnues comme représentatives de la fonction publique".

Il convient dès lors de remplacer les mots : "les unions professionnelles" par les mots : "les associations de personnel militaire reconnues".

Article 2.

Au 2E, le décret des 16-24 août 1790 sur l'organisation judiciaire ayant été abrogé dans son titre XI par l'article 11 de la loi du 27 mai 1989 modifiant la nouvelle loi communale, il y aurait lieu d'actualiser la référence en écrivant : "au sens de l'article 135, § 2, alinéa 2, 5E, de la nouvelle loi communale;".

Article 3.

Les paragraphes 2 et 3 pourraient être réunis en un seul alinéa rédigé comme suit :

"Le Roi se prononce sur l'agrément d'une organisation syndicale après un avis motivé du ministre sur le point de savoir si l'organisation syndicale répond aux conditions déterminées à l'article 12, 1E à 4E, de la loi".

En outre, dans l'ensemble du texte néerlandais du projet, l'expression "syndicale organisatie" devrait être remplacée par le terme "vakorganisatie".

Le paragraphe 5, devenant l'alinéa 4, serait mieux rédigé comme suit :

"L'arrêté d'agrément précise si l'organisation syndicale est représentée au Conseil national du travail".

Article 4.

Le texte néerlandais devrait être rédigé en tenant compte de l'observation qui est faite dans la version néerlandaise du présent avis.

Article 21.

Les mots "sans préjudice de la constatation de la non-représentativité par la commission conformément à l'article 8" sont superflus et doivent ête omis.

Article 24.

Les mots "et dans les langues nationales dans laquelle elle est rédigée" doivent être omis, le Roi n'ayant aucune compétence pour régler l'emploi des langues.

Article 25.

La fin de l'alinéa 1er devrait être : "... lorsque la survenance des événements visés à l'article 2, 3E, le justifie".

Article 28.

Le texte néerlandais de l'alinéa 2 devrait être rédigé en tenant compte de l'observation qui est faite dans la version néerlandaise du présent avis.

A l'alinéa 4, le mot "examinés" doit être remplacé par le mot "candidats".

Article 29.

Le texte néerlandais de l'article 4, in fine, devrait être rédigé comme il est indiqué dans la version néerlandaise du présent avis.

Article 30.

A l'alinéa 3, il serait plus correct d'écrire : "... la présidence des débats qui s'y rapportent".

Dans le texte néerlandais, il est recommandé de remplacer partout le terme "materies" par le terme "aangelegenheden".

Le dernier alinéa serait mieux rédigé comme suit :

"Le ministre ou le secrétaire d'Etat qui n'est pas président est vice-président".

Article 32.

Au paragraphe 1er, alinéa 2, les mots "comme visé à l'article 1er, 3E" sont superflus et doivent être omis puisque les membres du personnel sont définis précisément dans l'article 1er, 3E.

L'observation vaut également pour l'article 51, §§ 4 et 5, devenant les alinéas 4 et 5.

Article 35.

Le ministre de la Défense nationale n'est pas nécessairement le président (voir article 30 du projet). Il faut donc remplacer au début du paragraphe 1er les mots "Le ministre de la Défense nationale" par les mots "Le président".

L'observation vaut pour l'article 37, alinéa 3.

A l'alinéa 2, il faut écrire :

"... d'être négocié en raison des exceptions fixées à l'article 2, 4E et 5E, il rend une décision motivée qu'il notifie à ...".

La même rédaction est suggérée pour l'article 53, § 2, alinéa 2.

Article 37.

A l'alinéa 1er, mieux vaut écrire, comme dans l'article 25 de l'arrêté royal du 28 septembre 1984 : "... dans un délai de trente jours à compter de celui ...".

Article 47.

On écrira, au début :

"Art. 47. Sous réserve de l'article 49 ...".

Article 51.

Au paragraphe 3, devenant l'alinéa 3, le verbe "ressortir" se construit avec la préposition "à".

Article 53.

Mieux vaut, au paragraphe 2, alinéa 1er, ne pas renvoyer indirectement à l'article 7, § 1er, de la loi.

Le paragraphe 2, alinéa 1er, serait donc mieux rédigé comme suit :

"§ 2. Pour les matières visées à l'article 7, § 1er, de la loi, ...".

Au paragraphe 3, il faut écrire :

"§ 3. Pour les matières visées à l'article 7, § 1er, 3E, de la loi, l'organisation syndicale saisit le président compétent par une requête adressée par pli recommandé à la poste".

Article 55.

L'article 55 serait mieux rédigé comme suit :

"Art. 55. Les articles 36 à 39 sont applicables mutatis mutandis aux comités de concertation, mais les compétences des autorités mentionnées sont assumées par le président compétent".

*

Dans le texte français, le premier article 75 doit être numéroté 74.

*

L'intitulé de la section 4 n'ayant pas de valeur normative, on le rédigera comme suit : "Des délégués syndicaux de la commission de contrôle".

Article 82.

A l'alinéa 3, il faut écrire plus correctement :

"Lorsqu'un délégué syndical échoue à un examen professionnel, sa qualité de délégué ne peut être invoquée pour excuser son manque de préparation".

Article 86.

L'article doit être rédigé comme suit :

"Art. 86. Sous réserve des articles 92 et 93, l'arrêté royal du 20 octobre 1964 instituant une commission consultative du personnel militaire des forces terrestre, aérienne et navale et du service médical, modifié par les arrêtés royaux des 25 septembre 1969, 10 septembre 1972, 11 janvier 1973, 5 juin 1975 et 29 mars 1977, est abrogé".

Article 88.

A la fin du pararaphe 2, il faut écrire dans le texte français : "prévu à l'article 97, 1E", comme dans le texte néerlandais.

Le texte néerlandais du même paragraphe serait mieux rédigé ainsi qu'il est proposé dans la partie néerlandaise du présent avis.

Article 89.

L'article 89 serait rédigé de manière moins équivoque dans les termes suivants :

"Art. 89. Pour la première application de l'article 6, les organisations syndicales agréées doivent, avant la date

d'entrée en vigueur visée à l'article 97, 1E, demander de constater ...".

Article 90.

La rédaction suivante est proposée :

"Art. 90. Le ministre de la Défense nationale saisit le président de la commission des demandes visées à l'article 89 dès la nomination des membres.

La commission émet un avis dans les deux mois de sa saisine".

Article 94.

Conformément à l'usage, la division en a et b doit être remplacée par une division en 1E et 2E.

Article 96.

On écrira :

"Art. 96. Les organisations ... conservent cet agrément après l'entrée en vigueur du présent arrêté. Durant cette période, les organisations syndicales font une demande conformément aux dispositions du titre II, chapitre Ier".

Article 97.

L'article 97 doit être rédigé comme suit :

"Art. 97. Les articles 2 à 9, 11 et 13 à 15 de la loi entrent en vigueur aux dates ci-après :

1Eles articles 3 à 5, 8 et 11 : le dixième jour qui suit celui de la publication du présent arrêté au Moniteur belge;

2Eles articles 13 à 15 : le jour de la publication au Moniteur belge de la liste des organisations représentatives, visée à l'article 8, § 2;

3El'article 2, § 1er, alinéa 1er, 2E, et alinéa 2, et § 2, l'article 6, l'article 7, § 1er, 2E et 3E, et l'article 9 : le 1er juillet 1991;

4El'article 2, § 1er, alinéa 1er, 1E, l'article 7, § 1er, 1E : à la date où l'arrêté royal définissant les réglementations de base entrera en vigueur".

Article 98.

De la combinaison des articles 89, 97, 1E, et 98, 1E, il résulte que les organisations syndicales ne disposeront que des dix jours qui suivront la publication au Moniteur belge de l'arrêté en projet pour demander au ministre de constater leur représentativité.

Il appartiendra au Gouvernement d'apprécier si ce délai n'est pas exagérément bref.

Observations finales.

1. Le paragraphe sert au regroupement de plusieurs alinéas. La division de certains articles du projet en paragraphes ne se justifie pas. Ainsi en est-il des articles 3, 5, 8, 34, 42, 51, 58, 59, 69, 75, 81, 85 et 89.

2. En ce qui concerne l'emploi des majuscules, il faut écrire : "ministre de la Défense nationale" et "secrétaire d'Etat".

3. Le mot "agréation" doit être remplacé par le mot "agrément" et les mots "à la suite de" seront préférés aux mots "suite à".

4. Chaque fois qu'un article de l'arrêté en projet fait référence à un autre article du même arrêté, les mots "du présent arrêté" doivent être supprimés.

5. Les références internes doivent être adaptées aux modifications suggérées par le Conseil d'Etat.

6. Le texte néerlandais de certaines dispositions est susceptible d'amélioration; à titre d'exemple, quelques propositions de texte ont été faites dans le présent avis.

Aanhef.

1. In de aanhef moet de akkoordbevinding van de minister van Begroting, met opgaaf van de datum ervan, te weten 28 juni 1991, worden vermeld.

2. Vermits het ontworpen besluit bepalingen tot erkenning van de vakorganisaties bevat en de artikelen 2 en 4 opheft van het koninklijk besluit van 5 januari 1982 betreffende de erkenning van de syndicale organisaties van het militair personeel van de land-, de lucht- en de zeemacht en van de medische dienst, dat hetzelfde onderwerp betrof, dient te worden verwezen naar artikel 16, § 1, van de wet van 14 januari 1975 houdende het tuchtreglement van de krijgsmacht, enerzijds, en naar voornoemd koninklijk besluit van 5 januari 1982, anderzijds.

Bepalend gedeelte.

Artikel 1.

In onderdeel 3E wordt verwezen naar artikel 1, § 2, van de wet, dat het volgende bepaalt :

"§ 2. Voor de toepassing van de bepalingen van deze wet worden de militairen waarvan sprake in § 1, 2E, "militairen van de actieve kaders" genoemd".

Artikel 1, § 1, luidt als volgt :

"§ 1. Behoudens tegenstrijdige bepalingen is deze wet van toepassing :

1E a)op de dienstplichtigen die de hoedanigheid van militair hebben verkregen, terwijl ze betrokken zijn bij de

verrichtingen voor het overgeven van het contingent aan de militaire overheid;

b)op de militairen die op grond van wettelijke verplichtingen dienstperiodes moeten volbrengen, vanaf de dag welke voor de oproeping of de wederoproeping onder de wapens bepaald is, tot daags vo,'o,'r de dag waarop zij met onbepaald verlof worden gezonden, in disponibiliteit worden gesteld of terug in de werfreserve worden opgenomen;

c)op de reservemilitairen die, met het oog op hun training, prestaties van korte duur verrichten, gedurende de duur van deze prestaties;

2Eop de andere militairen, welke hun statutaire stand ook moge zijn".

In onderdeel 3E dienen de woorden "bedoeld bij artikel 1, § 2" derhalve vervangen te worden door de woorden "in de zin van artikel 1, § 2".

In navolging van de in de wet van 11 juli 1978 gebruikte terminologie is het aangewezen in onderdeel 4E de woorden "waarin een aanvraag tot tussentijdse controle wordt ingediend", te vervangen door de woorden "waarin een nieuw onderzoek wordt aangevraagd".

In onderdeel 5E wordt verwezen naar artikel 16, § 1, van de wet van 14 januari 1975, dat als volgt luidt :

"§ 1. De militairen van de actieve kaders van de land-, de lucht- en de zeemacht mogen aansluiten hetzij bij de erkende verenigingen van het militair personeel, hetzij bij de syndicale organisaties die als representatief erkend worden voor het overheidspersoneel".

Het woord "beroepsverenigingen" dient derhalve vervangen te worden door de woorden "erkende verenigingen van het militair personeel".

Artikel 2.

Aangezien titel XI van het decreet van 16 en 24 augustus 1790 betreffende de rechterlijke organisatie opgeheven is bij artikel 11 van de wet van 27 mei 1989 houdende wijziging van de nieuwe gemeentewet, dient de verwijzing in 2E aldus te worden geactualiseerd : "in de zin van artikel 135, § 2, tweede lid, 5E, van de nieuwe gemeentewet;".

Artikel 3.

De paragrafen 2 en 3 kunnen in één enkel lid worden samengevoegd, luidend als volgt :

"De Koning beslist over de erkenning van een vakorganisatie na een met redenen omkleed advies van de minister omtrent de vraag of de vakorganisatie voldoet aan de vereisten bepaald in artikel 12, 1E tot 4E, van de wet".

Overigens dient in geheel het ontwerp de uitdrukking "syndicale organisatie" vervangen te worden door de term "vakorganisatie".

Het zou beter zijn paragraaf 5, die het vierde lid wordt, als volgt te stellen :

"Het besluit tot erkenning vermeldt of de vakorganisatie vertegenwoordigd is in de Nationale Arbeidsraad".

Artikel 4.

Men schrijve "uiterlijk" in plaats van "ten laatste".

Artikel 21.

De woorden "Onverminderd de vaststelling van niet-representativiteit door de commissie overeenkomstig artikel 8" zijn overbodig, zodat zij dienen te vervallen.

Artikel 24.

De woorden "en in de landstalen waarin zij gesteld is" dienen te vervallen, vermits de Koning geen enkele bevoegdheid heeft om het gebruik van de talen te regelen.

Artikel 25.

Het einde van het eerste lid dient als volgt te worden gesteld : "... opgeschort indien daartoe grond is in de gevallen genoemd in artikel 2, 3E".

Artikel 28.

In het tweede lid schrijve men "vakbondsafgevaardigde" in plaats van "syndicale afgevaardigde".

Het vierde lid dient als volgt te worden gesteld :

"De afgevaardigde kan tijdens de examenzitting kennis nemen van de vragen gesteld aan de gegadigden, tenzij het meerkeuzevragen betreft".

Artikel 29.

Aan het slot van het vierde lid schrijve men : "... waar de vakbondsvergaderingen plaatshebben".

Artikel 30.

Het zou beter zijn in het derde lid te schrijven :

"Indien meer dan één minister of staatssecretaris bevoegd is voor de aangelegenheden voorgelegd aan het onderhandelingscomité, kunnen zij in gemeen overleg ...".

Overigens verdient het aanbeveling het woord "materies" in geheel het ontwerp te vervangen door het woord "aangelegenheden".

Het zou beter zijn het laatste lid als volgt te stellen :

"De minister of staatssecretaris die geen voorzitter is, neemt het ondervoorzitterschap waar".

Artikel 32.

In paragraaf 1, tweede lid, zijn de woorden "zoals bepaald in artikel 1, 3E" overbodig, zodat zij dienen te vervallen; bedoelde personeelsleden worden immers nauwkeurig bepaald in artikel 1, 3E.

Die opmerking geldt eveneens voor artikel 51, §§ 4 en 5, die het vierde en het vijfde lid worden.

Artikel 35.

De minister van Landsverdediging is niet noodzakelijkerwijs de voorzitter (zie artikel 30 van het ontwerp). Aan het begin van paragraaf 1 dienen de woorden "De Minister van Landsverdediging" derhalve vervangen te worden door de woorden "De voorzitter".

Die opmerking geldt eveneens voor artikel 37, derde lid.

In het tweede lid dient te worden geschreven :

"Indien hij echter van oordeel is dat het onderwerp of een gedeelte ervan op grond van de uitzonderingen bepaald in artikel 2, 4E en 5E, niet voor onderhandeling in aanmerking komt, neemt hij een met redenen omklede beslissing die hij ter kennis brengt van de overheid of van de vakorganisatie die daartoe het initiatief heeft genomen".

Voor artikel 53, § 2, tweede lid, wordt dezelfde redactie voorgesteld.

Artikel 37.

In het eerste lid zou het beter zijn, naar het voorbeeld van artikel 25 van het koninklijk besluit van 28 september 1984, te schrijven : "binnen een termijn van dertig dagen te rekenen van de dag waarop het comité ...".

Artikel 47.

Aan het begin dient te worden geschreven :

"Art. 47. Onder voorbehoud van artikel 49 ...".

Artikel 51.

Paragraaf 3, die het derde lid wordt, moet als volgt worden gesteld :

"§ 3. De leden van de afvaardiging van de overheid die in het hoog overlegcomité zitting hebben met betrekking tot aangelegenheden die niet onder de minister van Landsverdediging ressorteren, worden ...".

Artikel 53.

Het zou beter zijn in paragraaf 2, eerste lid, niet onrechtstreeks te verwijzen naar artikel 7, § 1, van de wet.

Het is derhalve verkieslijk paragraaf 2, eerste lid, als volgt te stellen :

"§ 2. Voor de aangelegenheden bedoeld in artikel 7, § 1, van de wet ...".

In paragraaf 3 dient te worden geschreven :

"§ 3. Voor de aangelegenheden bedoeld in artikel 7, § 1, 3E, van de wet wendt de vakorganisatie zich bij een ter post aangetekend verzoekschrift tot de bevoegde voorzitter".

Artikel 55.

Artikel 55 zou beter worden gesteld als volgt :

"Art. 55. De artikelen 36 tot 39 zijn van overeenkomstige toepassing op de overlegcomités, maar de bevoegdheden van de

vermelde overheden worden uitgeoefend door de bevoegde voorzitter".

*

In de Franse tekst moet het eerste artikel 75 als 74 worden genummerd.

*

Aangezien het opschrift van afdeling 4 geen normatieve waarde heeft, moet het worden gesteld als volgt : "De vakbondsafgevaardigden van de controlecommissie".

Artikel 82.

In het derde lid zou het juister zijn te schrijven :

"Als een vakbondsafgevaardigde zakt voor een beroepsexamen, kan zijn hoedanigheid van afgevaardigde niet worden aangevoerd als excuus voor zijn gebrek aan voorbereiding".

Artikel 86.

Het artikel moet worden gesteld als volgt :

"Art. 86. Onder voorbehoud van de artikelen 92 en 93, wordt het koninklijk besluit van 20 oktober 1964 tot oprichting van

een commissie van advies voor het militair personeel van de land-, de lucht- en de zeemacht en van de medische dienst, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 25 september 1969, 10 september 1972, 11 januari 1973, 5 juni 1975 en 29 maart 1977, opgeheven".

Artikel 88.

Aan het einde van paragraaf 2 schrijve men in de Franse tekst : "prévu à l'article 97, 1E", zoals in de Nederlandse tekst.

De Nederlandse tekst van paragraaf 2 zou beter worden gesteld als volgt :

"§ 2. In afwijking van artikel 1, 8E, wordt de bondsbijdrage door de vakorganisaties vrij bepaald tijdens een periode van zes jaar ingaand op de datum vastgesteld in artikel 97, 1E".

Artikel 89.

Artikel 89 zou minder dubbelzinnig gesteld zijn als volgt :

"Art. 89. Voor de eerste toepassing van artikel 6 moeten de erkende vakorganisaties vo,'o,'r de in artikel 97, 1E, bedoelde datum van inwerkingtreding, de vaststelling van hun representativiteit aanvragen".

Artikel 90.

De volgende redactie wordt voorgesteld :

"Art. 90. De minister van Landsverdediging maakt de in artikel 89 bedoelde aanvragen bij de voorzitter van de commissie aanhangig zodra de leden benoemd zijn.

De commissie brengt een advies uit binnen twee maanden na de aanhangigmaking".

Artikel 94.

Overeenkomstig hetgeen gebruikelijk is, moet de indeling in a en b worden vervangen door een indeling in 1E en 2E.

Artikel 96.

Men schrijve :

"Art. 96. De organisaties die als vakorganisatie van het militair personeel van de land-, de lucht- en de zeemacht en van de medische dienst erkend zijn met toepassing van het koninklijk besluit van 5 januari 1982 betreffende de erkenning van de syndicale organisaties van het militair personeel van de land-, de lucht- en de zeemacht en van de medische dienst,

behouden die erkenning na de inwerkingtreding van dit besluit. In die periode doen de vakorganisaties een aanvraag overeenkomstig de bepalingen van titel II, hoofdstuk I".

Artikel 97.

Artikel 97 moet worden gesteld als volgt :

"Art. 97. De artikelen 2 tot 9, 11 en 13 tot 15 van de wet treden in werking op de volgende datums :

1Ede artikelen 3 tot 5, 8 en 11 : op de tiende dag na die waarop dit besluit is bekendgemaakt in het Belgisch Staatsblad;

2Ede artikelen 13 tot 15 : op de dag waarop de in artikel 8, § 2, bedoelde lijst van de representatieve organisaties is bekendgemaakt in het Belgisch Staatsblad;

3Eartikel 2, § 1, eerste lid, 2E, en tweede lid, en § 2, artikel 6, artikel 7, § 1, 2E en 3E, en artikel 9 : op 1 juli 1991;

4Eartikel 2, § 1, eerste lid, 1E, en artikel 7, § 1, 1E : de dag waarop het koninklijk besluit tot bepaling van de basisverordeningen in werking zal treden".

Artikel 98.

Uit het samenlezen van de artikelen 89, 97, 1E, en 98, 1E, blijkt dat de vakorganisaties slechts over de tien dagen na de bekendmaking van het ontworpen besluit in het Belgisch Staatsblad zullen beschikken om aan de minister te vragen hun representativiteit vast te stellen.

De Regering zal moeten uitmaken of die termijn niet overdreven kort is.

Slotopmerkingen.

1. De paragraaf dient om verscheidene leden samen te brengen. Er is geen reden om bepaalde artikelen van het ontwerp in paragrafen in te delen. Dat is het geval met de artikelen 3, 5, 8, 34, 42, 51, 58, 59, 69, 75, 81, 85 en 89.

2. Wat het gebruik van hoofdletters betreft, schrijve men : "minister van Landsverdediging" en "staatssecretaris".

3. In het Frans moet het woord "agréation" worden vervangen door het woord "agrément" en verdienen de woorden "à la suite de" de voorkeur boven de woorden "suite à".

4. Telkens als een artikel van het ontworpen besluit verwijst naar een ander artikel van hetzelfde besluit, moeten de woorden "van dit besluit" vervallen.

5. De interne verwijzingen moeten worden aangepast aan de door de Raad van State voorgestelde wijzigingen.

6. De Nederlandse tekst van sommige bepalingen is voor verbetering vatbaar; bij wijze van voorbeeld zijn in het advies een aantal tekstvoorstellen gedaan.

La chambre était composée de

Messieurs : P. TAPIE, premier président,
de Heren : eerste voorzitter,

J. MESSINNE, conseillers d'Etat,
Y. KREINS, staatsraden,

Madame : J. GIELISSEN, greffier assumé,
Mevrouw : toegevoegd griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlan-daise a été vérifiée sous le contrôle de M. P. TAPIE.

Le rapport a été présenté par M. C. MENDIAUX, premier auditeur. La note du Bureau de coordination a été rédigée par M. J.-F. NEURAY, référendaire adjoint.

De kamer was samengesteld uit

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. P. TAPIE.

Het verslag werd uitgebracht door de H. C. MENDIAUX, eerste auditeur. De nota van het Coördinatiebureau werd opgesteld door de H. J.-F. NEURAY, adjunct-referendaris.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER, LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

J. GIELISSEN. P. TAPIE.